



Lundi 16 avril 2018,

Niger – La nouvelle vague d'arrestations est une volonté manifeste du pouvoir de museler la société civile

Trois leaders d'opinion dont Maikoul Zodi, coordinateur de Tournons la Page – Niger ont été arrêtés dans la soirée du dimanche 15 avril et sont depuis détenus dans les locaux de la police judiciaire. La campagne Tournons la Page exige leur libération immédiate et sans condition, et dénonce vivement la volonté manifeste des autorités de vouloir faire taire toute voix dissidente. Le palier de répression franchi ces dernières semaines fait courir un risque majeur pour la démocratie et l'Etat de droit au Niger.

Le dimanche 25 mars 2018, la société civile nigérienne a organisé la 6ème journée d'action citoyenne (JAC) pour manifester contre la nouvelle loi de finances 2018. Malgré le droit à manifester inscrit dans la Constitution, la marche a été interdite par le gouvernement et 23 personnes ont été arrêtées. Parmi elles figurent quatre leaders de la société civile nigérienne et membres de la campagne Tournons la Page : M. Ali Idrissa, coordinateur national du Réseau des organisations pour la transparence et l'analyse budgétaire (ROTAB) et de Publiez ce que vous payez-Niger (PCQVP), M. Moussa Tchangari, secrétaire général d'Alternative espaces citoyens (AEC), M. Nouhou Mahamadou Arzika, président du Mouvement patriotique pour une citoyenneté responsable (MPCR) et Me. Lirwana Abdourahmane, avocat et membre du MPCR sont actuellement incarcérés pour avoir librement exercé leur droit constitutionnel à manifester. Inculpés pour "participation à une manifestation interdite" et "destruction de biens publics", ils ont été incarcérés dans différentes villes éloignées de la capitale pour éviter toute manifestation de soutien.

Le dimanche 15 avril 2018, la police nigérienne a procédé à l'arrestation de trois autres leaders de la société civile : Maikoul Zodi, coordinateur de « Tournons la page » au Niger et président du Mouvement des Jeunes Républicains, Ibrahim Diori, chargé de plaidoyer d'Alternative Espace Citoyen et Abdourahmane Idé Hassane, président de Jeunesse pour une Mentalité Nouvelle. Ces arrestations font suite à une nouvelle manifestation non-autorisée contre la loi de finances ayant eu lieu le jour même. Comme leurs collègues détenus depuis le 25 mars, ils sont inculpés pour "participation à une manifestation interdite" et "destruction de biens publics".

Cette nouvelle vague de répressions porte un grave coup à la société civile et témoigne d'une volonté de décapiter tout mouvement social dans le pays. Cette stratégie jusqu'au-boutiste du gouvernement fragilise durablement la cohésion sociale en empêchant la société civile de jouer son rôle de contre-pouvoir, pourtant primordial à toute démocratie. A l'instar de certains dirigeants au pouvoir depuis de nombreuses années au Sahel ou en Afrique centrale, le gouvernement du Niger n'offre que la violence à son peuple qui réclame légitimement et pacifiquement un traitement fiscal équitable et juste.

Face à cette situation préoccupante, la campagne internationale Tournons la page condamne :

- **L'usage systématique de la violence d'Etat** contre les manifestants et le rétrécissement de l'espace civique au Niger;

Exige de l'Etat du Niger :

- **La libération immédiate et sans conditions de l'ensemble des personnes arrêtées les 25 mars et 15 avril 2018 ;**
- **La réouverture immédiate de la Radio Télévision Labari,** comme ordonnée par la justice nigérienne le 28 mars 2018 ;
- **L'arrêt des pressions à l'encontre des médias indépendants et des leaders de la société civile ;**
- **Le respect du droit constitutionnel à manifester ;**

Exige de l'Union européenne et ses Etats-membres :

- **Une condamnation unanime et sans ambiguïté de la répression en cours** appelant au respect de l'Etat de droit et des libertés fondamentales au Niger ;
- **La présence d'observateurs européens en cas de procès à l'encontre des leaders** dans le but de veiller au respect d'un jugement équitable ;

Contacts Presse :

Marc ONA ESSANGUI

Coordinateur de Tournons la page Gabon

Mail : marc.ona@brainforest-gabon.org

Tél : +241 072 941 40

Laurent DUARTE

Coordinateur internationale de Tournons la Page

Mail : afrique.democratie@secours-catholique.org

Tél : +331 45 49 70 97